

# Nouvelle offensive des ingénieurs-conseils contre la loi 106

Ils estiment qu'elle privilégie le prix le plus bas au détriment de la qualité dans l'octroi des contrats municipaux

**Michel De Smet**

desmets@transcontinental.ca

L'Association des ingénieurs-conseils du Québec (AICQ) n'en démord pas et entend mener une nouvelle offensive contre la loi 106 adoptée en 2002, laquelle encadre l'octroi des contrats municipaux pour la fourniture de certains services professionnels selon une formule qui privilégie le plus bas soumissionnaire.

Ce que nous contestons, c'est le critère fondamental auquel doivent désormais se conformer les municipalités en retenant les services d'un professionnel est de privilégier le prix le plus bas au détriment de la compétence et de la qualité du travail », dit Johanne Desrochers, pdg de l'AICQ.

« Nous ne lâcherons pas. Au cours des prochains mois, nous mènerons une vaste offensive afin de conscientiser nos membres et les autres associations professionnelles visées par la loi. Nous devrions être prêts à publier une étude étof-

fée sur les méfaits qu'elle a déjà engendrés avant juin, moment où l'Assemblée nationale adoptera les dernières dispositions législatives de la session parlementaire », précise-t-elle.

Outre les travaux d'ingénierie, la loi 106 concerne également les contrats accordés par les municipalités pour d'autres services professionnels, tels que ceux fournis par les avocats et les architectes. Précisons que la loi devait accroître la transparence du processus d'octroi des contrats aux firmes de professionnels.

**Une menace pour la qualité**  
L'AICQ dénonce en particulier le système de pondération et d'évaluation instauré par la loi. L'évaluation basée sur l'aspect qualitatif des projets lui apparaît trop faible.

Selon l'association, cela permet à des soumissionnaires peu compétents de se faufiler dans la seconde étape du processus de sélection, qui prend en compte le coût du mandat.

« Ce n'est pas en accordant la priorité au prix le plus bas que



« Nous devrions être prêts à publier une étude étofée sur les méfaits que la loi 106 a déjà engendrés avant juin », dit Johanne Desrochers, pdg de l'AICQ.

l'on s'assurera de la qualité du travail. Un projet d'ingénierie implique un cycle de vie et une interaction permanente avec les professionnels. C'est avec la durée que la municipalité pourra se rendre compte qu'elle a fait le bon choix, c'est-à-dire

qu'elle a opté pour la réalisation la plus efficace et la plus durable », dit M<sup>me</sup> Desrochers.

Elle redoute aussi l'impact qu'un tel mécanisme d'attribution des contrats peut avoir sur l'innovation. « Pour demeurer compétitifs, nos ingénieurs ont besoin de projets qui leur permettent d'innover. Ce n'est pas la politique du coût le plus bas qui leur donnera un coup de pouce en ce sens. »

## Se trouver des alliés

Bien malin qui pourra prédire si le point de vue de l'AICQ recevra un accueil favorable à Québec. Ce qui est certain par contre, c'est que, pour avoir du succès dans ses démarches, l'AICQ devra s'assurer d'avoir des appuis. Dans les circonstances actuelles, ses alliés les plus probables se trouvent dans le monde municipal.

À l'époque, la loi 106 avait été reçue froidement par les élus municipaux. L'Union des municipalités du Québec (UMQ) dénonçait la lourdeur administrative que ne manquerait pas d'entraîner son application.

Selon Stéphane Gosselin, attaché de presse du ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir, Jean-Marc Fournier, plusieurs représentations ont été faites auprès de son ministère à titre individuel par des directeurs généraux de municipalité qui ont fait part de leurs réserves vis-à-vis de la loi 106. Le Ministère s'est contenté d'en prendre bonne note.

« Pour le moment, nous attendons et recevons les commentaires de nos membres et, à partir de là, nous pourrions définir plus solidement notre position », précise François Sormany, directeur des communications de l'UMQ.

Dans les faits, le dossier du suivi de la loi 106 est piloté par le *Caucus des municipalités de la métropole*, un organisme créé par l'UMQ dans la foulée des fusions municipales.

Mais les revendications du monde municipal ne sont pas nécessairement les mêmes que celles des ingénieurs. Bernard Gagnon, vice-président du caucus et maire de Saint-Basile-le-Grand, explique que « ce que

nous dénonçons dans la loi, c'est qu'elle nous impose des mécanismes qui font en sorte qu'il faut désormais procéder par invitation de soumissionnaires pour des montants aussi modestes que 25 000 \$ et par appel d'offres pour des sommes excédant 100 000 \$. C'est une surcharge de travail énorme pour nos administrations municipales et nous demandons, au minimum, que le Ministère revise ses barèmes à la hausse. »

M. Gagnon ne reste pas pour autant insensible aux revendications de l'AICQ. Il considère comme une plus-value certaine pour les municipalités la possibilité d'établir un lien de partenariat avec les professionnels dont elles retiennent les services, ce qui est devenu difficile avec les nouvelles règles d'octroi des contrats.

« Collaborer sur une base régulière avec un professionnel, c'est se donner l'assurance qu'il connaît nos exigences de qualité. Les spécificités de la municipalité lui deviennent familières. C'est un atout évident pour nous », dit-il. ■